



Paris, 28 avril 2021

Objet : Appel aux actionnaires à voter contre le plan « climat » de Total

Madame, Monsieur,

Nous, les organisations signataires qui travaillons sur le changement climatique et la responsabilité des actionnaires et des entreprises, vous écrivons pour vous exposer notre évaluation de l'ambition d'atteinte de la neutralité carbone de Total, les objectifs correspondants à horizon 2030 ainsi que nos attentes à l'égard des investisseurs engagés en faveur du climat d'ici à l'assemblée générale annuelle de Total le 28 mai 2021.

En particulier, nous vous appelons à voter contre la quatorzième résolution par laquelle il vous est demandé de vous prononcer sur l'ambition de la Société en matière de développement durable et de transition énergétique vers la neutralité carbone et ses objectifs correspondants à horizon 2030. Nous vous appelons également à voter contre la sixième résolution et le renouvellement des mandats de Monsieur Patrick Pouyanné, en tant que Président du Conseil d'Administration et PDG jusqu'en 2024.

Le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de 2018, sur les conséquences d'un réchauffement de 1,5°C suggère que les émissions mondiales nettes liées à l'énergie devraient être réduites de 45 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2018, pour avoir une chance sur deux de maintenir le réchauffement à 1,5°C sans dépassement élevé. En outre, la trajectoire P1 du GIEC, qui adopte une approche prudente à l'égard des technologies à émissions négatives, montre que l'utilisation du pétrole et du gaz doit baisser de 44 % et 39 % respectivement d'ici à 2030 pour que le réchauffement soit limité à 1,5 °C.

Les objectifs climatiques de Total pour 2030 sont bien en deçà de ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement mondial à 1,5°C.

- Dans le but d'atteindre la neutralité carbone de ses activités mondiales (scope 1+2) d'ici 2050, Total annonce un nouvel objectif intermédiaire de réduction des émissions de 40% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2015. Les scopes 1 et 2 représentent 46Mt de CO₂e et ne couvrent que 10% des émissions globales de Total en 2015. De plus, Total entend atteindre ces objectifs sur le scope 1+2 en partie grâce au stockage d'au moins 5 Mt de CO₂e par an, à partir de 2030,

dans des projets de puits de carbone naturels, plutôt que de réduire directement ses propres émissions.

- **Total s'engage à réduire l'intensité carbone moyenne des produits énergétiques utilisés par ses clients dans le monde (scope 1+2+3) de 20% d'ici 2030, contre 15% auparavant. Toutefois, pour rappel, Carbone 4 calcule que cet indicateur devrait baisser de 75% pour être compatible avec un objectif de 2°C, et de 90% pour un objectif inférieur à 2°C.**
- Total écrit que « TotalEnergies se fixe pour objectifs que [...] le niveau des émissions mondiales Scope 3 liées à l'utilisation par ses clients des produits énergétiques vendus pour usage final en 2030 soit inférieur en valeur absolue à celui de 2015 ». Cependant, le groupe ne donne aucun chiffre. Le graphique p. 7 de sa présentation de février 2021 [Results and Outlook](#), illustre parfaitement l'impact de la stratégie du Groupe : **alors que les émissions scope 3 sont destinées à baisser de 30% en Europe, Total prévoit de les augmenter dans des proportions quasi identiques dans le reste du monde.**

Dans le [rapport](#) du Conseil d'administration sur les résolutions, Total indique qu'il prévoit d'augmenter sa production d'énergie de 3 à 4Mbecp/j d'ici 2030 (ou 17 à 23 PJ /j), la moitié de cette croissance provenant du gaz, et le pétrole devant rester proche de son niveau actuel. Cela signifie que la production de gaz devrait augmenter de 30 % entre 2019 et 2030¹. Globalement, et par rapport à 2015 (année de référence de l'ambition climat du groupe), les prévisions de Total indique une progression de la production d'hydrocarbures de 50% d'ici 2030². Ces prévisions sont également en contradiction avec les recherches de [Carbon Tracker](#) selon lesquelles Total doit réduire sa production de combustibles fossiles d'au moins 35 % d'ici 2040 par rapport aux niveaux de 2019, pour respecter le budget carbone prévu dans le scénario "Beyond 2 Degrees" (B2DS) de l'AIE. Étant donné que ce scénario nous conduit à une augmentation totale de la température de 1,75°C d'ici 2100, Total devrait viser des objectifs de réduction plus élevés afin de s'aligner sur un scénario de 1,5°C.

Notre évaluation s'aligne sur vos conclusions, en tant que membres du Climate Action 100+ (CA100+).

En effet, le récent benchmark net-zero du CA100+ a montré que Total n'a pas réussi à fixer des cibles ou des objectifs à moyen terme compatibles avec une réduction globale des émissions de 45 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2010. Les dépenses d'investissement de Total ne sont pas alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris. Total s'est engagé à investir de manière à disposer d'une capacité brute de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables de 35 GW en 2025 et de 100 GW en 2030, mais cet objectif est éclipsé par ses projets d'expansion de la production de combustibles fossiles au cours de la prochaine décennie. Malgré la nécessité de réduire la production de pétrole et de gaz, l'entreprise prévoit d'affecter 80 % de ses dépenses d'investissement aux énergies fossiles. En utilisant la méthode du moindre coût de [Carbon Tracker](#), l'évaluation du CA100+ estime que 58 % des dépenses d'investissement potentielles de Total vers le pétrole et le gaz ne sont pas compatibles avec un scénario

¹ La moitié de l'augmentation d'un million de becp/j provient du gaz, soit 500 kbecp/j supplémentaires. Sur la base d'une production de gaz de 1583 kbecp/j en 2020, cela signifie que la production de gaz augmentera de 32% d'ici 2030.

² Les DEU de Total indique une production d'hydrocarbures de 2347kbecp/j en 2015. Le groupe prévoit d'accroître sa production de gaz à 2083kbecp/j en 2030, en laissant sa production de pétrole stable par rapport à 2019 (1431kbecp/j), soit une production d'hydrocarbures de 3514kbecp/j en 2030.

"Beyond Two Degrees" de l'AIE. Cela expose les investisseurs de Total à un important risque de *stranded assets*, ou actifs échoués.

En février 2021, Patrick Pouyanné affirmait être fier de forer du pétrole, un mois avant de déclarer que Total ne devrait plus être dépeint comme une compagnie pétrolière. Parmi les projets les plus emblématiques et les plus controversés de Total figurent les projets East African Crude Oil Pipeline (EACOP) et Tilenga, qui visent à ouvrir un nouveau bassin pétrolier dans la région des Grands Lacs en Afrique de l'Est et à transporter le pétrole à travers des parcs naturels et des centaines de villages, qui devraient alors être déplacés. Des centaines d'ONG s'opposent à ces projets et 6 banques, dont BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale, se sont engagées à ne pas les financer. Total fait aussi actuellement l'objet de poursuites judiciaires en France en raison de son manque de diligence raisonnable.

Pour justifier de niveaux élevés de production de combustibles fossiles tout en prétendant opérer une transition vers la neutralité carbone, Total mise sur une improbable montée en puissance des technologies industrielles et naturelles de captage et de stockage du carbone ainsi que sur des mécanismes de compensation. Bien que le groupe en fasse un élément essentiel de sa stratégie climatique, il ne précise pas le rôle respectif de chacune de ses technologies dans l'atteinte de ses objectifs de réduction des émissions de GES de scope 3 pour 2030 ou 2050.

En résumé, la stratégie de Total compromet les chances mondiales de limiter le réchauffement à 1,5°C et le manque de communication du groupe sur certains objectifs et données significatifs empêche les investisseurs d'évaluer les risques liés à leur investissement. Nous pensons qu'il est du devoir des investisseurs de s'abstenir de cautionner les projets de Total jusqu'à ce que l'entreprise produise une stratégie alignée sur l'Accord de Paris et assure un avenir plus sûr pour nous tous.

- Loin de proposer un Say on Climate annuel, Total propose seulement de rendre « compte chaque année à l'Assemblée générale des actionnaires des progrès réalisés dans la mise en œuvre de cette ambition et la consultera si nécessaire sur l'adaptation de sa stratégie et de ses objectifs ». Voter en faveur de cette résolution reviendrait à ralentir l'adoption de mesures climatiques plus ambitieuses et à gaspiller le temps minimal mais crucial qui reste pour mettre en œuvre les changements nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.
- Au contraire, Total affirme que " dans l'hypothèse où la résolution ne serait pas adoptée, elle échangera avec ses actionnaires pour évaluer les raisons les ayant conduits, le cas échéant, à ne pas soutenir le projet de résolution proposée et les informera des résultats de cette démarche et des mesures envisagées pour en tenir compte." Voter contre son plan climatique est le seul moyen de pousser l'entreprise à retourner à la rédaction et à renforcer ses objectifs climatiques actuels.
- **Chris Hohn, de la très respectée fondation Cliffoot lié au Fonds d'investissement pour les enfants TCI, à l'initiative du Say on Climate, a récemment déclaré publiquement : "Il est évident que les actionnaires devraient voter contre les plans de transition proposés par Shell et Total et contre les administrateurs. Il est important que le monde dénonce les investisseurs qui ne le font pas, en les montrant du doigt et en refusant de faire des affaires avec eux." C'est de l'écoblanchiment et de l'hypocrisie absolue que de dire que nous soutenons toutes ces bonnes choses sur le climat et de soutenir ensuite des plans qui ne mènent à aucune réduction."**

De plus, **pour faire entendre votre voix, nous vous encourageons à déposer une ou plusieurs questions en vue de l'assemblée générale, certaines pour demander à l'entreprise d'adopter et de publier, avant la COP26 à Glasgow, des informations actuellement manquantes** - par exemple, des données détaillées sur ses objectifs d'émissions de CO2e en valeur absolue sur le scope 3 pour 2030 et dans le monde entier ; la part et le poids des technologies de CCS dans la réalisation de ses objectifs de scope 1+2+3 ; ses objectifs d'investissement et de production de combustibles fossiles en valeur absolue.

Nous considérons également que le conseil d'administration et surtout son président et PDG de Total, devraient être tenus responsables de l'échec de l'adoption des mesures nécessaires pour rendre l'entreprise apte à la transition vers une économie nette zéro 1,5°C. En conséquence, nous vous encourageons à voter contre le renouvellement des mandats de Patrick Pouyanné, ainsi que contre la politique de rémunération applicable au PDG.

Vous avez pris un engagement public fort en faveur du climat et vous avez la capacité d'utiliser efficacement votre pouvoir pour transformer les entreprises fortement émettrices comme Total en clarifiant publiquement les principales mesures ou informations que vous attendez pour pouvoir approuver la stratégie climatique d'une entreprise. **Dans le cas spécifique de Total, nous vous encourageons à déclarer publiquement que sa stratégie actuelle est incompatible avec vos attentes et les objectifs climatiques de l'Accord de Paris, et à pré-déclarer publiquement votre intention de vote.**

Les organisations signataires suivront de près la manière dont les différents actionnaires se positionneront lors de l'AG de Total, à la lumière des éléments que nous avons exposés ici. Nous sommes déterminés à faire ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et à pousser les investisseurs à passer à l'action. Nous envisagerons de prendre des mesures contre ceux qui se contentent de parler climat au lieu d'agir, alors que la COP26 à Glasgow se prépare.

Nous apprécierons une réponse et nous tenons à votre disposition pour discuter de ces points avec vous.

ANV-COP21

Mary Chevallier, porte-parole

Pascal Vollenweider,

Avaaz Climate Campaign Director

350.org

Clémence Dubois, Responsable France

Greenpeace France

Jean-François Julliard, Directeur général

Les Amis de la Terre France

Khaled Gaiji, Président

Notre Affaire à Tous

Clotilde Bato, Présidente

Oil Change International

Elizabeth Bast, Directrice

Reclaim Finance

Lucie Pinson, Directrice générale

Re:Common

Antonio Tricarico, Directeur

Urgewald

Heffa Schucking, Directeur

